

*Les subsides*

Cela dit, je tiens à remercier le député de Nickel Belt de ses propos, car je me rends compte, comme lui, que les états de services de tout gouvernement, y compris les gouvernements libéraux, ne sont pas inattaquables. J'admets également, tout comme lui, que les statistiques invoquées ne donnent pas lieu de pavoiser. Cependant, j'espère que le député conviendra avec moi que le gouvernement actuel prend des mesures pour supprimer une politique tenant compte des disparités régionales telles qu'elles existent et s'efforçant de les combattre par des mesures appropriées.

On a parlé aujourd'hui de la situation du Canada atlantique. Le député convient-il que la politique du gouvernement n'affectera pas seulement cette région, mais aussi le nord de l'Ontario, l'est du Québec, les Territoires du Nord-Ouest ainsi que certaines régions de l'Ouest? Cette politique nuira également à des régions comme Prince-George où je me suis rendu il y a quelques semaines. J'ai bon espoir que les députés de toute allégeance politique qui considèrent sincèrement que leurs fonctions consistent à améliorer le sort des gens réussiront à répandre ce message. Car ce problème ne concerne pas que la région de l'Atlantique, mais le Canada tout entier. Le député pourrait-il me dire ce qu'il pense de cette proposition?

**M. Rodriguez:** Je sais gré au député d'exposer son point de vue en guise de question. Je lui répondrai tout d'abord que nous savons, par expérience, que ce n'est pas ce qu'on dit pendant une campagne électorale qui compte, mais ce qu'on fait dans l'intervalle. En effet, ce sont les mesures prises entre deux élections qui comptent vraiment. Je rappelle donc au député qu'à titre de président du caucus de l'Atlantique pour mon parti, je me suis rendu au Labrador pour entendre les habitants de cette région et leurs problèmes ressemblent fort à ceux des habitants de ma région du nord de l'Ontario.

Nous nous rendons compte, chez nous, que le gouvernement doit participer plus activement à l'établissement d'un fonds de développement communautaire. Il faudrait peut-être qu'il collabore davantage avec les simples citoyens en vue d'exploiter les ressources pour le plus grand bien de la collectivité. Nous nous sommes rendu compte notamment que les décisions prises à Ottawa, en matière de développement économique, mettent du temps à parvenir dans notre région. Je me suis rendu au Cap-Breton dernièrement et j'en ai vu un exemple flagrant dans l'affaire de la Millies's Potato Chips. Le propriétaire de cette entreprise voulait construire une usine à Port Hawkesbury. Il a déposé une demande en ce sens au ministère de l'Expansion industrielle régionale. La décision devait être prise à Ottawa et il s'est écoulé deux mois avant que les intéressés en prennent connaissance. La personne en question ne pouvait pas attendre si longtemps et elle a fait construire cette usine en Ontario. Il est donc essentiel de déléguer les pouvoirs, en matière de développement économique, à des organismes fédéraux locaux. Les responsables régionaux de ces organismes devraient avoir voix au chapitre dans ce domaine. Il n'est pas nécessaire de nommer une bande de mercenaires conservateurs qui, dans le passé, étaient des mercenaires libéraux, à ces conseils d'administration où sont prises les décisions.

**M. Darling:** Et que dire des mercenaires néo-démocrates?

**M. Rodriguez:** Nous pensons que les gens sur place sont en mesure de prendre les décisions relatives à l'expansion économique. Nous pensons qu'il devrait exister une réserve de fonds pour les coopératives d'entreprises communautaires. C'est à ce niveau-là que se passent les choses. Nous ne saurions compter sur les grandes entreprises pour créer des emplois. Les choses ne se passeront pas de cette façon-là. Ce n'est pas ce qu'a fait l'Inco. Cette entreprise réduit le nombre des emplois dans ma région; on ne saurait donc compter là-dessus.

Il conviendrait, à notre avis, de réduire l'impôt des coopératives et des entreprises communautaires. C'est à ce genre d'entreprises que les encouragements devraient être accordés. Il arrive bien souvent que des particuliers ayant de bonnes idées ne puissent, dans les régions du nord de l'Ontario et de l'Atlantique, obtenir du financement du fait que les banques réclament toutes sortes de garanties et de nantisements très fermes. Les personnes démunies dans la région de l'Atlantique et du nord de l'Ontario n'ont pas ce genre de nantissement. Il faut mettre des capitaux à la disposition des gens ordinaires afin qu'ils puissent se lancer dans de petites entreprises et créer quelques emplois.

Nous pensons pouvoir reboiser les forêts dans la région de l'Atlantique. J'ai déjà rappelé comment celles-ci avaient été surexploitées. Il est aisé de savoir à quand cela remonte. Il faut en attribuer la faute aux décisions des gouvernements fédéral et provinciaux du passé. Quelque 200 millions devraient être injectés dans la région de l'Atlantique pour amorcer les travaux de reboisement. Il faudrait mettre sur pied un programme de gestion coopérative des terrains boisés privés. C'est là une activité à laquelle ces gens pourraient s'intéresser, mais ils n'ont pas les moyens nécessaires à cette fin. Il conviendrait d'investir immédiatement 150 millions de dollars dans la mise au point de programmes comme la mise en valeur des salmonides, la restauration de l'habitat naturel, et l'amélioration de la mise en marché. Certains de ces programmes sont déjà en cours au Cap-Breton et à Saint-Jean, Terre-Neuve.

**M. Tobin:** Saint-Jean n'est pas Terre-Neuve. C'est une très petite partie de Terre-Neuve.

**M. Rodriguez:** Je dirai en toute franchise à mon honorable ami que nous aurions besoin actuellement de quelque chose de semblable au plan Marshall pour remettre sur pied la région de l'Atlantique. Nous ne pouvons pas compter sur les théories de ralentissements et d'échecs que nous avons appliquées dans le passé. Elles se sont révélées inefficaces, car à mesure qu'une activité quelconque était organisée, nous constatons que la majeure partie de notre économie subissait un recul. Nous devons lancer une attaque concentrée contre ce problème. Nous ne pouvons plus traiter la région de l'Atlantique comme une colonie du tiers monde ou une dépendance du centre du Canada. C'est, à mon avis, ce que nous avons fait. Nous lui avons fourni de l'aide étrangère, mais nous avons besoin plutôt d'une stratégie économique bien conçue accompagnée de projets d'expansion économique, afin de créer des emplois dans cette région. C'est ce que réclame la population. Elle veut des emplois, elle veut de la dignité et non des aumônes du gouvernement fédéral et des gouvernements provinciaux.

**M. Tobin:** Bien dit!